

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie namibienne a été durement touchée par la pandémie de Covid-19. Elle devrait afficher une contraction de 7,9 % en 2020 en raison de la baisse dans les secteurs du tourisme, des ventes au détail, du commerce, des investissements, de la santé et de l'éducation. Cette situation a fait suite aux faibles performances des années précédentes. En effet, l'économie s'est contractée en 2019 et 2017 et a enregistré une croissance anémique en 2018 en raison des mauvaises performances des secteurs de la construction et de l'exploitation minière, de la persistance de la sécheresse et de l'affaiblissement de la demande des exportations namubiennes.

La Banque de Namibie a maintenu une politique accommodante pour soutenir une relance de l'économie nationale. Elle a réduit le taux directeur de 275 points de base cumulés pour le ramener à 3,75 % en 2020. L'inflation a suivi une tendance à la baisse au cours de la période 2016–2020, reflétant la baisse constante des prix des logements et des coûts de transport. On estime que le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 12,5 % du PIB en 2020, contre 4,9 % en 2019, en raison d'une forte augmentation des dépenses liées à la pandémie et d'une baisse des recettes. L'augmentation des dépenses en 2020 et le déficit budgétaire qui en résulte nécessiteront un financement important de la dette publique, car le ratio dette publique-PIB devrait augmenter considérablement au cours des exercices 2020–2021 et 2021–2022. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est réduit pour s'établir à 1,7 % du PIB en 2019 contre 3,4 % du PIB en 2018, avant de se creuser légèrement pour atteindre 1,9 % du PIB à la fin de 2020. Les réserves du pays pourraient couvrir 4,5 mois d'importations à la mi-2020, contre 3,9 mois en 2019, et devraient rester à ce niveau à court et moyen terme.

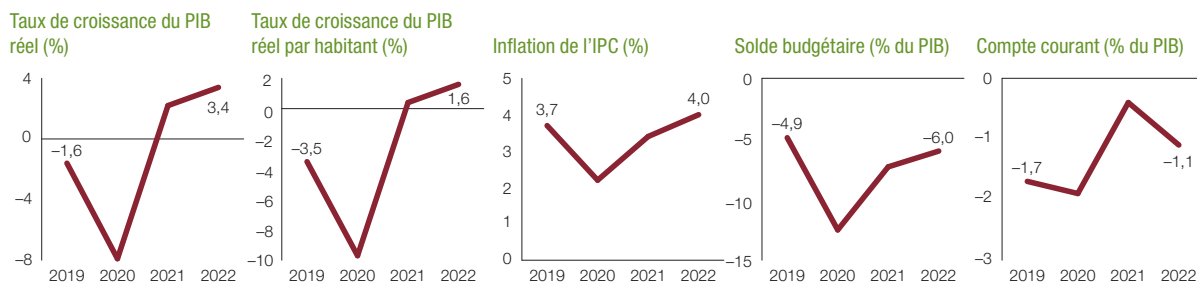
Perspectives et risques

L'économie devrait croître de 2,6 % en 2021 et de 3,3 % en 2022, grâce à une reprise ferme des services financiers, du tourisme, du commerce de détail et de gros, ainsi que des industries minières, conjuguée à une amélioration de l'environnement économique régional et mondial. Mais l'économie reste confrontée à des risques et des défis importants à court et moyen terme. Par exemple, si la pandémie persiste, la reprise de secteurs essentiels tels que le tourisme, l'agriculture, le commerce de détail et de gros serait plus lente que

prévu. En outre, la faiblesse de la croissance économique mondiale freinerait les exportations et les flux d'investissements directs étrangers. Le déficit budgétaire et le niveau de la dette publique devraient rester élevés, alors que le gouvernement met en œuvre son ambitieux programme de relance économique de 8,1 milliards NAD (0,5 milliard de dollars US), et donc limiter la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à l'investissement dans les infrastructures et le capital humain. Les pressions inflationnistes devraient augmenter en 2021 et 2022 avec la hausse prévue des prix des logements, des services publics, des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, associée à une dépréciation constante du dollar namibien, qui a chuté de 7 % par rapport au dollar américain au cours de l'année 2020. En outre, les exportations nettes négatives continueront de peser sur la demande globale malgré la réduction prévue du déficit de la balance des opérations courantes en 2021. D'autres facteurs risquent de compromettre les perspectives économiques de la Namibie, notamment les niveaux de chômage élevés et l'inégalité croissante des revenus, qui ont été exacerbés par la pandémie.

Questions et options de financement

Le déficit budgétaire devrait être largement financé à moyen terme par l'émission de titres d'emprunt locaux. Cela portera la dette publique totale à 67,5 % du PIB en 2020 et à 68,4 % en 2021, contre 58,4 % en 2019. La dette et les garanties nationales représentent déjà environ 72 % de la dette totale. Le secteur financier namibien, très liquide, fournit un important réservoir de ressources, notamment par le biais de fonds de pension et de compagnies d'assurance, dont les actifs représentent l'équivalent de 120 % du PIB. Le secteur financier est en mesure de mettre au point des instruments de financement innovants à long terme pour financer des projets et des programmes de développement nationaux. Le gouvernement a créé des fonds d'amortissement en dollars US et en rand sud-africain (ZAR) dont le produit a été initialement mis de côté pour financer le rachat des euro-obligations arrivant à échéance en 2021 et 2025. Toutefois, les fonds provenant de ces fonds d'amortissement ayant par la suite été affectés en priorité au financement du programme de relance économique post-COVID-19, le gouvernement est en pourparlers avec les investisseurs pour proroger de dix ans les euro-obligations arrivant à échéance en 2021. En outre, il est également prévu de créer un fonds souverain en 2021 pour contribuer au développement socio-économique.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs. Les données pour le solde budgétaire en % du PIB reflètent un exercice fiscal commençant au 1^{er} avril et se terminant à la fin de mars de l'année suivante.